

Les élections israéliennes et leurs conséquences

mercredi 7 décembre 2022, par [WELTMANN Uri](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2022).

Uri Weltmann, membre de la direction nationale de Standing Together fournit cette analyse des élections israéliennes et des perspectives qui en découlent tant pour les luttes sociales et politiques en Israël que dans les territoires palestiniens occupés.

Les résultats troublants des récentes élections à la Knesset (le parlement israélien), qui se sont tenues le 1^{er} novembre, ont suscité l'intérêt du monde entier en raison de leurs éventuelles répercussions sur la situation au Moyen-Orient et du danger qu'ils représentent pour la cause des Palestiniens. Benjamin Netanyahu, l'homme de droite qui a été Premier ministre de 2009 à 2021, revient au pouvoir après un an et demi dans l'opposition. Son principal partenaire de coalition sera, pour la première fois, le parti d'extrême droite, qui a obtenu suffisamment de voix pour être propulsé au rang de troisième faction de la Knesset. Et l'état de la gauche israélienne est de plus en plus désastreux, avec deux partis, Meretz et Balad, qui ne parviennent pas, pour la première fois, à dépasser le seuil minimum de 3,25 % des voix pour être représentés à la Knesset, perdant ainsi tous leurs sièges.

Alors que Netanyahu forme son gouvernement et donne des postes de haut rang à ses partenaires – y compris, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, des ministres qui souscrivent ouvertement à l'idéologie extrémiste kahaniste – nous analysons les résultats des élections et les perspectives des années à venir pour la gauche israélienne et pour les forces qui, au sein de la société israélienne, s'opposent à l'occupation et soutiennent l'indépendance palestinienne et une paix juste.

La montée de l'extrême droite

Lorsque, dans les années 1980, le rabbin ultra-réactionnaire Meir Kahane se présente à la Knesset, il est considéré comme un phénomène marginal. Ayant remporté un seul siège aux élections de 1984, son mandat de quatre ans a été marqué par des déclarations racistes, notamment son insistance sur le transfert forcé des Arabes-Palestiniens hors des territoires contrôlés par Israël. En tant que législateur, il a tenté d'introduire des lois de ségrégation raciale, notamment en prévoyant des plages différentes pour les Juifs et les non-Juifs, et en voulant les relations amoureuses et sexuelles entre Juifs et non-Juifs, qui devaient, selon lui, être punies par des peines de prison. Son racisme était si grossier qu'il était ostracisé jusque par les membres de droite de la Knesset, y compris le parti au pouvoir, le Likoud, qui avait l'habitude de quitter la salle de la Knesset lorsqu'il faisait des discours. En 1988, le Comité central des élections (l'organisme constitutionnel qui contrôle l'organisation des élections) l'a empêché de se représenter aux élections, en raison de l'incitation au racisme contenue dans le programme de son parti. Devenu un terrain d'accueil pour les activités violentes des colons, le parti de Kahane et l'organisation qui lui a succédé ont été désignés comme organisation terroriste par Israël et les États-Unis, et déclarés illégaux. Le kahanisme a survécu à la périphérie de la politique israélienne, en tant que tendance marginalisée de quelques zéloteurs fanatiques, ne comptant jamais plus de quelques centaines de personnes, n'exerçant aucun pouvoir politique réel et étant couvert par les médias comme une simple curiosité.

Mais alors que l'establishment politique israélien plongeait dans la crise – avec cinq élections consécutives au cours des quatre dernières années – le kahanisme a fait son retour dans l'arène politique. Itamar Ben-Gvir – qui a rejoint le mouvement de Kahane alors qu'il était adolescent – a dirigé son parti, appelé "Puissance juive", lors de deux élections consécutives, en 2019 et 2020, ne remportant aucun siège mais s'avérant être un casse-tête pour les partis de droite plus traditionnels. Sa percée a eu lieu lorsqu'il a négocié un accord avec le parti "Sionisme religieux" – qui a succédé au parti "Foyer juif" en tant que principal parti représentant les intérêts des colons en Cisjordanie – et a gagné lui-même un seul siège à la Knesset lors des élections de l'année dernière, en étant candidat sur la liste du "Sionisme religieux". En tant que membre de la Knesset, très au fait des médias et connu pour ses apparitions provocantes, il est rapidement devenu le favori des programmes d'information. Un titre de journal s'est exclamé : "[Les médias sont accros à Ben Gvir](#) » citant une statistique selon laquelle, au cours de la dernière semaine de mars, dans un contexte d'attaques violentes contre des citoyens israéliens, Ben-Gvir était le deuxième homme politique le plus couvert par la radio et la télévision, dépassé seulement par le Premier ministre Naftali Bennet. Lors des dernières élections, Ben-Gvir a capitalisé sur sa popularité personnelle croissante et a renégocié son pacte électoral avec le parti "Sionisme religieux", afin d'augmenter la représentation de son parti "Pouvoir juif". Ce fut un succès certain, la liste doublant son pourcentage de voix, passant de 7 sièges aux élections de 2021 (sur un total de 120 sièges à la Knesset), à 14 sièges aux élections de 2022, dont 6 membres du "Pouvoir juif".

Netanyahou le populiste de droite

Contrairement à l'extrême droite, qui a mené une campagne axée sur l'incitation à une politique raciste à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël, la récente campagne électorale du parti Likoud de Netanyahou était plus nuancée. Elle s'est avérée fructueuse dans son effort pour faire voter les partisans traditionnels du Likoud, dont l'abstention en 2021 a eu pour conséquence de pousser Netanyahou dans l'opposition. Ayant mal géré la crise économique qui a suivi la pandémie de COVID, avec une [hausse du chômage](#) et [la faillite de dizaines de milliers de petites entreprises](#), de nombreux électeurs du Likoud ont puni le gouvernement l'année dernière en restant chez eux le jour des élections, ouvrant ainsi la voie à l'accession au pouvoir d'une coalition anti-Netanyahou. Dans son effort pour dynamiser sa base électorale, la campagne de Netanyahou a mis l'accent sur les dépenses sociales (telles que l'éducation gratuite pour les enfants de 0 à 3 ans) et a promis de s'attaquer au problème du coût de la vie, en particulier à la hausse des prix du logement. Ces problèmes brûlants ont été aggravés par les politiques néolibérales du gouvernement en place, qui a mis en œuvre des mesures d'austérité impopulaires : augmentation de l'âge de la retraite pour les travailleuses, privatisation de la poste, augmentation des prix des transports publics, opposition à une augmentation du salaire minimum et annulation des allocations de chômage pour les personnes mises au chômage par la pandémie de COVID-19.

Un autre aspect de la campagne électorale de Netanyahou a été la délégitimation raciste des partis qui représentent les citoyens arabes-palestiniens d'Israël, en particulier la Liste arabe unie (connue sous son acronyme hébreu – "Raam") dirigée par Mansour Abbas. Ce parti – un mouvement islamique conservateur qui, jusqu'à récemment, était en permanence dans l'opposition – a fait l'effet d'une bombe politique l'année dernière lorsqu'il a accepté d'entrer dans la coalition anti-Netanyahou, donnant ainsi au Premier ministre Naftali Bennet les voix nécessaires pour rassembler une courte majorité de 61 sièges à la Knesset, qui en compte 120. Soucieux de creuser un fossé entre les partis arabes et les partis centristes israéliens, la campagne de Netanyahou a bombardé les électeurs israéliens de messages visant à présenter les politiciens arabes comme des partenaires illégitimes de la coalition, et a même affirmé que l'augmentation du coût de la vie était due aux budgets alloués aux villes et villages arabes, dans le cadre de l'accord entre la Liste arabe unie et la coalition au pouvoir.

La formule de Netanyahu était donc un mélange de rhétorique sociale et d'incitation à la haine raciste, qui a fait passer le Likoud de 30 sièges lors des élections de l'année dernière à 32 sièges, restant ainsi la plus grande faction de la Knesset.

Les deux partenaires traditionnels de la coalition de Netanyahu – le Judaïsme unifié de la Torah (qui représente principalement les juifs ashkénazes ultra-orthodoxes) et le Shas (qui représente les juifs sépharades ultra-orthodoxes) – ont également axé leur campagne électorale sur la terrible crise économique, ce qui a fortement affecté leur base d'électeurs haredi (littéralement « craignant Dieu »), majoritairement pauvre. Le Shas a fait campagne sous le slogan “le seul parti social d'Israël”, promettant de financer des bons alimentaires pour les pauvres, tandis que le Judaïsme unifié de la Torah a utilisé le slogan “Si votre vie vous est précieuse” (qui, en hébreu, est un jeu de mots, signifiant également “Si votre coût de la vie est élevé”). Cet accent mis sur les questions de pain et de beurre a contribué à faire passer la représentation de Shas de 9 à 11 sièges. Le Judaïsme unifié de la Torah a légèrement augmenté (de 5,63% à 5,88%) et est resté à 7 sièges.

Le Bloc bourgeois israélien

Alors que la nouvelle coalition de droite de Netanyahu sera relativement homogène, le gouvernement sortant était une grande tente qui abritait divers partis : certains de droite (comme le parti “Israël est notre maison”, dirigé par le faucon Avigdor Liberman, ministre des finances), d'autres se positionnant au centre (comme le parti “Yesh Atid”, dont le président, Yair Lapid, a remplacé Bennet au poste de Premier ministre moins de quatre mois avant les élections), et deux d'entre eux – Meretz et le Parti Travailleuse – se définissent comme des partis de gauche. Ils ont également été rejoints par le Parti de l'unité nationale, lui-même une coalition entre un parti de droite (formé par des membres renégats du Likoud qui se sont retournés contre Netanyahu, mais pas opposés à nombre de ses options politiques) et le parti centriste de l'ancien chef d'état-major de l'armée Benny Gantz. Tous ces partis n'étaient unis que par deux choses : leur haine de Netanyahu, et le fait que leur base sociale est constituée des classes moyennes supérieures et supérieures.

[Une analyse](#) publiée par le site d'information « Davar », géré par la fédération syndicale Histadrut, est très révélatrice. En utilisant l'indice socio-économique publié par le Bureau central des statistiques, les résultats des élections par bureaux de vote ont été croisés avec la caractérisation et la classification par unités géographiques et par le niveau socio-économique de la population. Ceci leur a permis de trouver une corrélation entre ces clusters socio-économiques (1 étant le plus pauvre et 10 le plus riche) et les préférences de vote selon les partis. Les données, présentées ci-dessous, mettent en évidence en rouge le cluster socio-économique dans lequel chaque parti est le plus fort :

Ces données nous apprennent que dans les couches les plus pauvres de la société israélienne (groupes socio-économiques 1 à 3), les électeurs soutiennent massivement les partis arabes (Raam, Hadash-Taal et Balad) et les partis ultra-orthodoxes (Shas et Judaïsme uni de la Torah). Cela reflète le niveau élevé de pauvreté et d'exclusion sociale de la minorité arabo-palestinienne en Israël, qui souffre de discrimination nationale, ainsi que celui des Haredim (Juifs ultra-orthodoxes). Parmi les couches moyennes (groupes socio-économiques 4-7), le parti Likoud domine, étant le choix préféré des classes moyennes inférieures en Israël. Alors que parmi les groupes socio-économiques 8-10, le parti de Yesh Atid, dirigé par le Premier ministre sortant Yair Lapid, prend la tête, suivi par les autres partis de centre à centre-gauche qui ont participé à la coalition gouvernementale sortante (Meretz, Parti travailleuse et Parti de l'unité nationale).

Cette situation reflète [l'échec profond des deux partis](#) qui se décrivent comme sociaux-démocrates – Travailleuse et Meretz – à s'orienter vers les travailleurs et à gagner des voix en dehors de leur base actuelle, qui se situe dans les classes supérieures urbaines et éduquées. Pour Meretz, cela signifie la disparition de la Knesset, et peut-être aussi de la scène politique en général, ayant contracté

d'importantes dettes, suite à l'échec de la campagne électorale. Pour le parti travailliste, cela signifie le pire résultat de son histoire, tombant à 4 sièges (3,69% des voix, devenant la plus petite faction de la Knesset). Pour comprendre la crise à laquelle ce parti est confronté, il suffit de se rappeler qu'il y a 30 ans, il dominait à lui seul plus d'un tiers des sièges de la Knesset et qu'il y a sept ans à peine, le parti travailliste était à la tête de la deuxième plus grande faction de la Knesset, après le Likoud, sa liste ayant obtenu 18,7 % des voix.

La politique arabe en crise

La formation de la Liste commune en 2015 – une coalition électorale qui, pour la première fois, a réuni tous les courants politiques de la minorité arabo-palestinienne en Israël – a été perçue à l'époque comme une opportunité d'accroître l'influence et d'améliorer les conditions de vie des citoyens palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967, qui souffrent d'une discrimination systématique dans tous les domaines, bien qu'ils soient nominalement des citoyens égaux d'Israël et qu'ils aient le droit de voter d'élire des députés à la Knesset (contrairement à leurs concitoyens palestiniens qui vivent sous un régime militaire, dans les territoires occupés depuis la guerre de 1967). Coalition chancelante, la Liste Unie a fini par se scinder entre ses divers partis constitutifs : Raam (la Liste arabe unie) a choisi de rejoindre le gouvernement – et envisage même de rejoindre un gouvernement dirigé par le Likoud – en mettant l'accent sur l'égalité civique pour les Palestiniens vivant en Israël, et en estompant son soutien à la cause nationale palestinienne ; Balad (l'Assemblée nationale démocratique), qui refuse toute coopération avec les partis non arabes et s'engage à s'opposer à toute coalition future, même celle des partis opposés au bloc de droite de Netanyahu ; et la liste commune de Hadash (le Front démocratique pour la paix et l'égalité, le front électoral du Parti communiste), qui s'est présentée avec Taal (le Mouvement arabe pour le changement, dirigé par le populaire vétéran Ahmad Tibi).

Raam et Balad sont tous deux d'accord pour dire qu'il n'y a pas de différence intrinsèque entre un gouvernement dirigé par la droite et un gouvernement dirigé par le centre-gauche. Mais pour le Raam, cela signifie que sa participation n'est exclue dans aucun de ces gouvernements, tandis que pour Balad, cela signifie qu'il refuse non seulement de participer à un tel gouvernement, mais aussi de s'entendre avec lui sur la base de négociations. La position de Hadash-Taal était différente, dans le sens où il était prêt à apporter un soutien extérieur au Centre-Gauche, afin de bloquer le retour au pouvoir de Netanyahu avec ses partenaires de coalition extrémistes.

La position du Raam était populaire – en particulier parmi la population arabe-bédouine du sud du désert du Néguev, qui est traditionnellement sensible au leadership conservateur et islamique que ce parti fournit – et après plus d'un an au gouvernement, ils ont augmenté leur représentation à la Knesset de 4 à 5 sièges. Hadash-Taal a appuyé sur le bouton de panique et a averti ses partisans, dans les derniers jours avant les élections, qu'il se rapprochait dangereusement du seuil de 3,25 % et qu'il risquait de ne pas être représenté à la prochaine Knesset. Il a finalement conservé ses 5 sièges, mais le sentiment des cadres du parti était qu'ils avaient reçu un coup électoral.

Balad a fait preuve d'audace en choisissant de se présenter seul, sans partenaire de coalition, ce qu'il n'avait pas fait depuis près de dix ans. Alors que les sondages préoyaient qu'il obtiendrait environ 1 % des voix, il a surpris les experts lorsqu'il a réussi à mobiliser les jeunes électeurs palestiniens et à obtenir 2,91 % des voix. Le soir de l'élection, les médias ont montré des célébrations au siège du parti, ce qui est étrange pour un parti qui a perdu ses sièges à la Knesset, après y avoir été représenté pendant plus de 25 ans, mais compréhensible étant donné qu'il a obtenu un soutien public bien plus important que prévu.

Quelle sera la prochaine étape ?

Le prochain gouvernement Netanyahu sera dangereux. Tout d'abord, pour les Palestiniens des territoires occupés. Les partis "Pouvoir Juif" et le "Sionisme Religieux" occuperont des postes clés au sein du gouvernement et prévoient de superviser l'expansion de la construction de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi que l'augmentation des démolitions de maisons dans les villages palestiniens. Les citoyens palestiniens d'Israël devraient également être visés, Itamar Ben-Gvir prenant le titre nouvellement désigné de "ministre de la sécurité nationale", responsable des forces de police et promettant de former une "garde nationale" afin de "ramener la loi et l'ordre" en Galilée et dans le Néguev, c'est-à-dire dans les régions d'Israël à forte population palestinienne.

Dans la communauté LGBT d'Israël et dans le mouvement féministe, beaucoup ont été bouleversés par les déclarations des partenaires de la coalition de Netanyahu, en particulier Avi Maoz - [un fondamentaliste homophobe](#) élu dans la liste du "sionisme religieux" - qui sera responsable d'une nouvelle "Autorité de l'identité juive". Les organisations communautaires craignent un recul des libertés civiles acquises au fil des ans.

Alors que beaucoup se tournent vers le désespoir ou l'apathie, une autre voie est nécessaire. En réponse au nouveau gouvernement extrémiste, nous ne devons pas baisser les bras en désespoir de cause, mais nous organiser et nous battre. Le nouveau gouvernement, qui s'appuie sur le soutien électoral des travailleurs et des chômeurs, conquis par des promesses de dépenses sociales et par un discours de haine envers les Palestiniens ne sera néanmoins pas en mesure de résoudre les principaux problèmes sociaux et économiques. Les kahanistes promettent d'apporter "la loi et l'ordre", mais leurs politiques vont en fait accroître la violence dans les rues et conduire à une diminution du sentiment de sécurité. Le Likoud et le Sionisme Religieux sont dominés par des politiciens conservateurs, déterminés à privatiser, à réduire les services publics et à diminuer les impôts des riches. La crise économique - illustrée par la crise du logement, la stagnation des salaires et l'augmentation du coût de la vie - crée des contradictions entre le gouvernement et le peuple, et celles-ci peuvent servir d'opportunités aux socialistes en Israël, agissant collectivement et stratégiquement, pour tirer profit de ces dynamiques afin de construire une opposition populaire.

Alors que Meretz a disparu de la carte, et que les Travaillistes et Hadash pansent leurs plaies, un Standing Together ("Omdim be-Yachad" en hébreu, "Naqef Ma'an" en arabe) est apparu comme renforcé après les élections. . Mouvement politique de base composé de citoyens juifs et arabo-palestiniens d'Israël, ancré dans les valeurs socialistes, nous n'avons pas participé aux élections à la Knesset, mais notre mouvement a pu se positionner, après leurs résultats, comme une alternative aux structures politiques de gauche en crise. Avec une augmentation de près de 400 nouveaux membres cotisants, Standing Together - qui compte actuellement plus de 3500 membres, Juifs et Arabes, à travers Israël - est le plus important mouvement politique socialiste du pays.

Comme le gouvernement va tenter d'aggraver l'oppression et la dépossession dans les Territoires palestiniens occupés, ainsi que de susciter la violence à l'égard de la communauté palestinienne en Israël, notre mouvement est le plus à même de mobiliser les citoyens juifs et palestiniens d'Israël dans des manifestations contre la guerre et l'occupation, comme nous l'avons fait par milliers lors des événements du mois de mai de l'année dernière. Nous ne nous contenterons pas de répondre aux actions du gouvernement, nous prendrons également l'initiative en faisant campagne sur des questions telles que la résolution de la crise du logement ou l'augmentation du salaire minimum, en faisant pression sur le gouvernement et en exerçant une tension sur les liens entre les politiciens élus et revendications de leur base électorale.

Notre objectif est ambitieux : construire une gauche populaire en Israël. Une gauche inclusive, qui rassemble des personnes issues de diverses communautés, au-delà des différences, autour d'intérêts communs. Des Juifs et des Palestiniens, des religieux et des laïcs, des personnes issues des grandes villes du centre du pays et des personnes résidant dans les petites villes rurales de la périphérie

géographique. Nous prévoyons non seulement de dynamiser la gauche existante en Israël, mais aussi d'élargir le champ de ceux que nous organisons et à qui nous parlons afin de convaincre et de gagner. Il s'agit d'une stratégie de construction et de renforcement afin de gagner, et c'est quelque chose dont les Progressistes et les Socialistes de ce pays ont grandement besoin.

Uri Weltmann est basé à Tel-Aviv, il est l'organisateur national de terrain et membre de la direction nationale de Standing Together.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Ecrit pour le site Gauche ecosocialiste. Traduction Gauche ecosocialiste.

<https://gauche-ecosocialiste.org/les-elections-israeliennes-et-leurs-consequences/>